



**«Vers une réforme inédite du  
système fiscal international:  
enjeux pour les entreprises et les  
collectivités publiques en Suisse»**

# La concurrence fiscale : un point de vue d'économiste

**Présentation du 22. Septembre de Thierry Madiès**

Professeur d'économie politique à l'Université de Fribourg (Suisse)

Ancien membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier ministre (France)

Consultant auprès de la Banque Mondiale

## Introduction:

Il existe deux formes principales de concurrence fiscale:

1. la concurrence fiscale pour attirer des bases imposables mobiles : investissements directs étrangers et individus qualifiés et fortunés
2. l'optimisation fiscale des entreprises multinationales appelée encore planification fiscale en jargon OCDE.

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- Il est difficile de tester empiriquement la réalité du phénomène de concurrence fiscale même si nous disposons d'un faisceau concordant mettant en évidence son existence.
- Il existe plusieurs façons de mesurer la charge fiscale pesant sur les entreprises. Les taux d'impôt statutaires ne sont qu'une partie de l'histoire.
- Il est important de prendre aussi en compte les différences de législations fiscales nationales portant sur le calcul des bases imposables, le mode de correction de la double imposition et les régimes fiscaux dérogatoires (taux effectifs d'imposition).

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- La concurrence fiscale internationale s'est traduite par une baisse significative des taux d'impôt sur les sociétés dans le monde et par une hausse de la charge fiscale pesant sur les revenus médians.

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

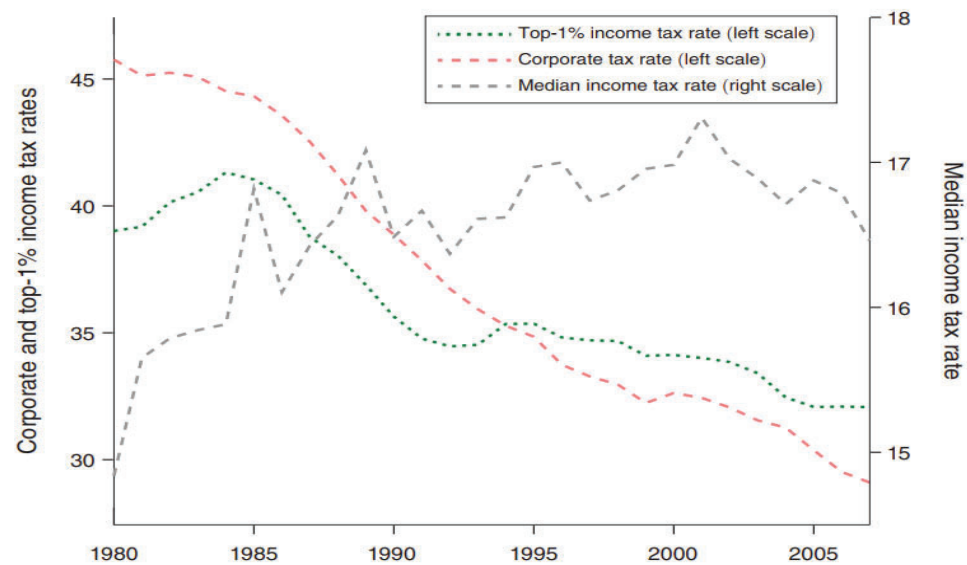


FIGURE 1. CORPORATE TAX RATES AND LABOR INCOME TAX RATES FOR TOP-1 PERCENT AND MEDIAN WORKERS IN 65 ECONOMIES OVER 1980–2007

Source: Egger et al. (2019)

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- Les effets de la fiscalité sur les sociétés sur la localisation des investissements directs étrangers sont significatifs :
  - ✓ Il est généralement accepté qu'une baisse de 1 point de pourcentage du taux d'impôt sur les sociétés augmente de 3 % les flux d'IDE entrants dans un pays (estimation médiane sur la base d'une méta-analyse de plusieurs dizaines d'études économétriques sur le sujet).
  - ✓ De surcroît, les nouvelles implantations et extensions de capacité de production semblent plus sensibles à l'impôt sur les sociétés que les fusions & acquisitions.



# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- Le processus de localisation des IDE obéit à un processus de décision hiérarchisé. La fiscalité intervient souvent en aval du processus de décision.
- Les variables budgétaires sont généralement moins importantes dans les décisions de localisation des investissements étrangers que le potentiel de marché du pays hôte et, dans une moindre mesure, que le coût unitaire du travail.
- La sensibilité (ou élasticité) des IDE entrants au taux d'impôt sur les sociétés est moins importante quand les pays disposent d'infrastructures publiques de qualité.

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- Les pays situés au « cœur » de l'activité économique peuvent maintenir des taux d'impôt sur les sociétés plus élevés que les pays dits de la périphérie.
- Les entreprises bien insérées dans un tissu industriel (« cluster ») sont moins sensibles aux sirènes de pays ayant des taux d'impôt plus faibles.
- De même, les pays ayant un potentiel de marché (demande) élevé (e) peuvent se permettre d'avoir des taux d'impôt sur les sociétés plus élevés.

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- Il semble que l'intégration économique ait pour effet de réduire les écarts de taux d'impôt sur les sociétés entre grands pays (ou pays ayant un potentiel de marché élevé) et petits pays (pays ayant un potentiel de marché plus faible).

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- Les pays adoptent des comportements mimétiques lorsque qu'ils fixent leur taux d'impôt sur les sociétés.
- Ces comportements mimétiques sont observés en estimant des fonctions de réactions fiscales.
- Une étude très citée portant sur les pays de l'OCDE montre que si le taux d'impôt moyen dans les pays voisins baisse d'un point de pourcentage alors un pays donné baissera le sien de 0,7 point de pourcentage en moyenne.
- L'effet est particulièrement marqué au sein de l'Union européenne.

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- Un point important à souligner encore : les entreprises sont redevables de l'impôt sur les sociétés mais elle peuvent répercuter une partie de la charge fiscale sur d'autres agents économiques, en particulier sur les salariés.
- Cette question est fondamentale car si l'impôt sur les sociétés peut être répercuté par les actionnaires sur les salariés, alors cela réduit le caractère redistributif des systèmes fiscaux.

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- Les travaux économétriques suggèrent que les salariés supportent plus de la moitié de la charge fiscale prélevée sur les entreprises au titre de l'impôt sur les sociétés.
- Au mécanisme précédemment décrit, s'ajoute le fait que la mobilité croissante du capital, du fait de la mondialisation des économies, réduit le pouvoir de négociation des salariés, ce qui contribue davantage encore à peser à la baisse sur les salaires.

# 1. Concurrence fiscale et mobilité des entreprises

- On pourrait, par contraste, imaginer que les baisses de taux d'impôt sur les sociétés, observées à peu près partout dans le monde, ont aussi profité aux salariés.
- Une étude récente sur données américaines semble montrer l'inverse.
- Ce sont les actionnaires qui ont essentiellement profité des baisses d'impôt sur les sociétés aux Etats-Unis.

## 2. Concurrence fiscale et optimisation fiscale



## 2. Concurrence fiscale et optimisation fiscale

- Les travaux empiriques menés par les économistes cherchent à identifier à partir de données d'entreprises la réalité des stratégies d'optimisation fiscale des entreprises multinationales.
- Une méta-analyse récente, portant sur une quarantaine d'études et plusieurs centaines d'estimations économétriques, montre que les prix de transfert (ou l'écart entre prix de transfert et prix de libre concurrence) sont fortement corrélés avec les différences de taux d'impôt sur les sociétés entre pays.

## 2. Concurrence fiscale et optimisation fiscale

- On observe aussi dans les données que la localisation des actifs incorporels et des revenus de la propriété intellectuelle sont très sensibles aux taux d'impôt sur les sociétés.
- Les travaux économétriques confirment enfin la manipulation de l'endettement à des fins d'optimisation fiscale.

## 2. Concurrence fiscale et optimisation fiscale

- Une méta-analyse portant sur une vingtaine d'études et plus de deux-cents estimations montre qu'une baisse (ou une hausse) de 10 % du taux d'impôt sur les sociétés conduit en moyenne à une diminution (ou une augmentation) de 5 à 7 % de la dette intragroupe localisée dans ce pays.
- Les règles visant à lutter contre la sous-capitalisation semble être efficaces mais, pour être précis, l'efficacité dépend du type de règles adopté en la matière.

## 2. Concurrence fiscale et optimisation fiscale

- Nous concluons en soulignant qu'un certain nombre de travaux universitaires et de grandes organisations internationales comme le FMI et l'OCDE cherchent à estimer les pertes de recettes fiscales au titres de l'impôt sur les sociétés résultant de l'optimisation fiscale « agressive » et de l'évasion fiscale sans que l'on sache toujours bien distinguer les deux.
- Les estimations peuvent différer mais l'ordre de grandeur est considérable.

## 2. Concurrence fiscale et optimisation fiscale

- Soulignons au préalable, qu'une étude très citée du FMI considère que 12 000 milliards de dollars d'investissements directs étrangers sont en réalité fictifs et ne font que transiter par des « coquilles vides » localisées dans des paradis fiscaux, soit 40 % des investissements directs mondiaux.
- De façon tout à fait intéressante, les progrès permis par l'identification des investisseurs ultimes permettent de montrer que les multinationales françaises étaient les premiers investisseurs étrangers ... en France ! Un résultat comparable a été obtenu au Royaume-Uni.

## 2. Concurrence fiscale et optimisation fiscale

- Les pertes nettes de recettes fiscales, selon une estimation du FMI portant sur quatre-vingt pays, s'élevaient en 2015 à 2,6 % des recettes fiscales totales perçues au titre de l'impôt sur les sociétés dans ce groupe de pays.
- L'OCDE considère de son côté que l'estimation du FMI est une fourchette basse.
- Utilisant une autre méthodologie, une étude de l'OCDE portant sur les pays de l'OCDE et du G20, estime ces pertes nettes de recettes fiscales dans une fourchette comprise entre 4 % et 10 % des recettes fiscales totales.

## 2. Concurrence fiscale et optimisation fiscale

- De surcroît, les deux-tiers de ces pertes de recettes fiscales seraient dues aux transferts artificiels de bénéfices dans des juridictions à faible taux d'impôt sur les sociétés et pour un tiers à l'exploitations de failles liées à la coexistence de régimes fiscaux nationaux disparates et à l'existence de régimes fiscaux préférentiels.
- Les estimations du FMI pour les Etats-Unis situent les pertes de recettes fiscales dans une fourchette comprise entre 17 et 40 % des recettes collectées au titre de l'impôt sur les sociétés.

## 2. Concurrence fiscale et optimisation fiscale

- Les estimations pour la France provenant d'autres sources soulignent aussi que les pertes de recettes fiscales sont considérables, la fourchette allant selon les études de 6 % à près de 30 % des recettes fiscales.
- Soulignons enfin que la plupart des études montrent que les pertes de recettes fiscales au titre de l'impôt sur les sociétés seraient beaucoup plus importantes encore pour les pays en voie de développement.
- Certaines estimations montrent que les pertes de recette fiscales seraient trois fois plus importantes que pour les pays industrialisés.



## La réforme du système fiscal international : un accord historique?

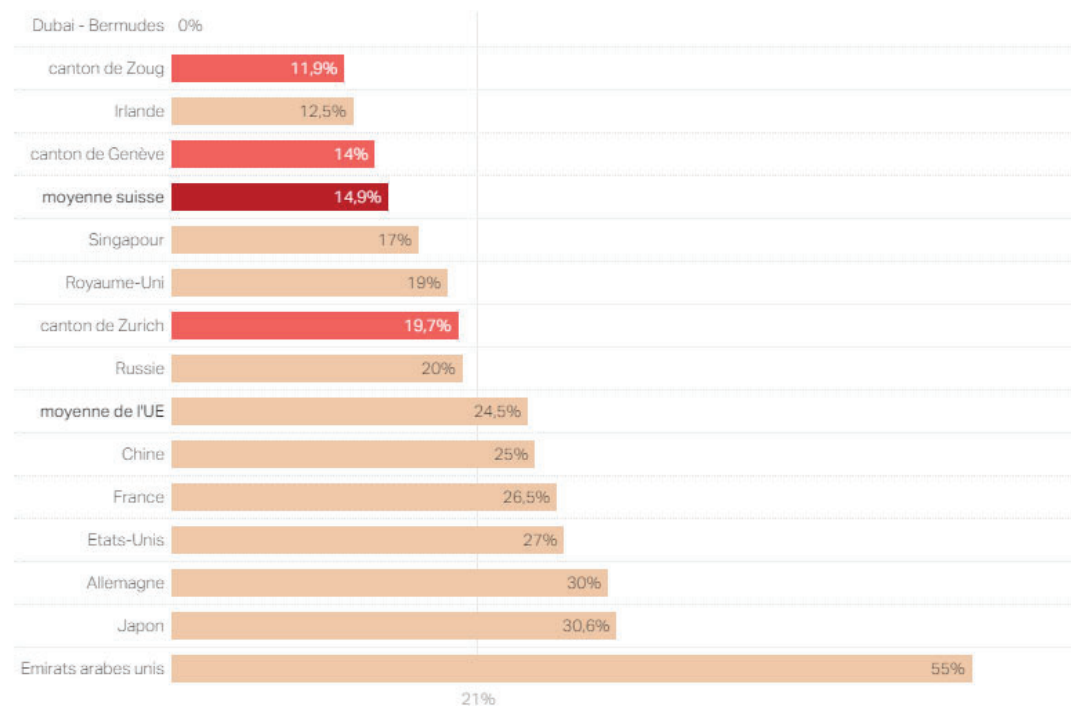
- Déclaration signée sous l'égide de l'OCDE par plus de 130 pays («cadre inclusif») ... dans la continuité du programme BEPS
- Initialement cet accord devait concerner les grandes entreprises du numérique
- Premier pilier : L'impôt sur le bénéfice des sociétés n'est plus dû uniquement là où ces entreprises ont leurs sièges sociaux mais aussi dans les pays dits de marché où les ventes sont réalisées

## La réforme du système fiscal international : un accord historique?

- Deuxième pilier : Instauration d'un taux minimum mondial effectif de 15 % sur le bénéfice des grandes entreprises multinationales.
- Beaucoup de questions en suspens : comment sera calculé ce taux effectif de 15 % ? Quelles seront les mesures compensatoires ? Existera-t-il une concurrence à la baisse vers ce taux plancher ? Quel sera l'effet de la réforme pour les cantons suisses ? Sur leurs finances publiques ? Sur la péréquation ?

# La réforme du système fiscal international : un accord historique?

Taux d'imposition sur les sociétés dans une sélection de pays et cantons suisses en 2021.



Source: Rapport «Clarity on Swiss Taxes» 2021 de KPMG

**UNI  
FR**

UNIVERSITÉ DE FRIBOURG  
UNIVERSITÄT FREIBURG

Merci de votre attention!

# «Vers une réforme inédite du système fiscal international: enjeux pour les entreprises et les collectivités publiques en Suisse»



## Mot de bienvenue

**M. Olivier Curty, Conseiller d'Etat**  
Direction de l'économie et de l'emploi du Canton de Fribourg

## Introduction

**Prof. Thierry Madiès, Doyen de la Faculté des sciences économiques et sociales et du management, Université de Fribourg**

**Table ronde (Modérateur : M. Frédéric Lelièvre  
Rédacteur en chef, AGEFI)**

**Me Daniel Schafer, Partner  
Lenz & Staehelin**

**Dr. David Staubli, Economiste  
Administration fédérale des contributions**

**M. Alain Mauron, Administrateur  
Service cantonal des contributions**

**M. Xavier Vocat, Global Head of Tax, ALCON**